

Rapport Nora : La société qu'ils nous préparent

Pourquoi pas un peu « d'expérimentation sociale » ?
Cette idée-là, la classe au pouvoir s'apprête aussi
à la récupérer.

Un rapport sur « l'informatisation de la société », un nouveau produit de la pensée technocratique : quelle importance ? On en a connu beaucoup, ces dernières années, de ces rapports « lucides », « libéraux », « objectifs »... On sait aussi ce qu'il en est advenu. Entre les promesses pourtant modestes du Rapport Sudreau (sur la réforme de l'entreprise), ou du rapport Guichard (sur les collectivités locales) et la dure réalité, il n'y a pas grand... rapport.

Gardons-nous donc de prendre au pied de la lettre ce nouveau rapport Nora-Minc sur l'« informatisation de la société ». L'important n'est pas qu'il propose une politique nationale de l'informatique à un gouvernement qui a bradé l'industrie dans ce secteur. Ça n'est pas non plus qu'il propose de « socialiser l'information », alors que le gouvernement continue de truquer les informations économiques sur le chômage ou sur l'indice des prix et d'accumuler dans toutes les administrations des fichiers dont le croisement, demain, réduira à bien peu de chose cette « vie privée » dont les « libéraux » de tout poil se prétendent les farouches défenseurs.

L'important dans l'affaire, ce sont les réflexions, mais aussi les interrogations, auxquelles se livrent nos auteurs sur l'évolution globale de notre société au cours de la génération à venir.

**« Un moindre travail pour
une plus grande efficacité »**

La thèse centrale, c'est que l'informatique « permet et accélère l'avènement d'une société à très haute productivité », qu'« il faudra un moindre travail pour une plus grande efficacité », et que cette évolution « s'accompagnera d'un changement dans la structure des organisations » et d'un « basculement des attitudes à l'égard du travail ».

Entendez par là qu'il faudra sans cesse moins de monde pour procurer à la société la masse des biens et services socialement nécessaires... On aurait aimé, à ce stade, que les rapporteurs s'interrogent sur la signification du chômage aujourd'hui et qu'ils nous disent un peu clairement s'il s'agit, comme le prétend le gouvernement, d'un phénomène purement conjoncturel, ou s'il faut y voir un

produit nécessaire du système capitaliste, comme nous le prétendons. Glissant sur ce sujet brûlant, ils sont bien obligés, pourtant, de poser l'alternative à laquelle conduit leur pronostic : « l'activité productive résiduelle sera-t-elle la corvée de l'armée de réserve des sous-prolétaires immigrés et l'apanage de quelques névrosés fabriqués dans les grandes couveuses de la technocratie ; subsistera-t-il une « classe laborieuse » vouée au discrédit des guerriers dans la Chine ancienne ? Le travail sera-t-il au contraire réparti entre une population plus nombreuse, mais partagée entre une activité principale assurant le statut et les garanties sociales, et de multiples occupations tournées vers une production intérieure aux circuits marchands traditionnels, vers des satisfactions ludiques, ou vers la seule sociabilité ? »

C'est bien là effectivement, l'une des interrogations majeures de la période sur laquelle nous avons été parmi les premiers à insister. La classe dominante en prend aujourd'hui conscience. Mais elle sait bien que la remise en cause de l'actuelle répartition capitaliste du travail, la satisfaction dans un premier temps des 35 heures pour tous et la réduction progressive du travail contraint mettrait rapidement en cause son existence même...

« Croissance couplée »

C'est pourquoi elle explore, grâce à ses têtes chercheuses, de nouvelles voies. En parlant de « croissance couplée », le VII^e

plan prévoyait déjà le développement de deux secteurs économiques et sociaux. Aux uns les responsabilités, la productivité, le commandement social, les revenus élevés. Aux autres, grâce à une sage récupération-valorisation de l'écologie, les loisirs, la convivialité, les petits oiseaux, mais aussi (car ils auront pris l'habitude de la frugalité)... les bas salaires.

Dans une telle perspective, il devient non seulement possible mais souhaitable de tolérer le développement d'un secteur hors marché, d'une zone de coopératives en rupture avec les lois dominantes de l'échange, susceptible d'intégrer toute une frange de la population désireuse de « vivre autrement » sans remettre en cause le pouvoir de la classe dominante : c'est dire que l'« expérimentation sociale », dès lors qu'elle autorise à distin-



guer pratiques des rapports sociaux et lutte politique de classe, a de beaux jours devant elle.

Ne doutons pas que c'est autour de tels schémas que vont maintenant s'organiser les grandes manœuvres de la bourgeoisie, française et étrangère, confrontée à une crise durable et profonde.

Ces élucubrations témoignent à la fois de la profondeur de la crise structurelle de l'économie et de la société capitalistes, et des capacités de récupération dont cette dernière est capable de faire preuve. C'est une raison

de plus de maintenir au centre de nos combats et de nos explications la remise en cause de l'organisation capitaliste du travail et la lutte pour l'abaissement généralisé de la durée du travail. Et d'affirmer qu'il n'y a pas de changement durable des conditions de vie sans lutte politique d'ensemble liant étroitement la remise en cause de l'actuelle division sociale du travail et la construction de l'unité populaire capable d'en imposer une autre.

François DALBERT ■